



SUD-Rail Lyon - 2, rue Claudius Collonge 69002 LYON
Tél. SNCF : 542 028 Tél. PTT : 04 78 38 15 08
Fax SNCF : 543 917 Fax PTT : 04 72 40 39 17
Mail : sudraillyon@gmail.com Site Internet : www.sudraillyon.org

Sud
Solidaires
Rail

Le Fer Solidaire

N° 78 - 18 Septembre 2013

Un journal syndical régional au service (public) des cheminots

Retraites : Pas un trimestre de plus, pas un euro de moins !



Après les manifestations et grèves du 10 septembre, il est indispensable de monter d'un cran la mobilisation.

SUD-Rail-Solidaires propose d'enchaîner rapidement par de nouvelles journées de grève interprofessionnelles qui, pour être efficaces, ne pourront se résumer à des temps forts chaque mois qui contribuent davantage à user et démotiver les salariés en lutte qu'à créer une dynamique.

Ce projet de Loi Ayrault-Hollande prolonge les contre-réformes Fillon-Sarkozy. Ce que nous refusons sous un gouvernement de droite, il n'y a aucune raison de l'accepter sous un gouvernement de gauche.

Il manquerait parait-il 20 milliards d'euros d'ici 2020. La fraude fiscale, c'est 80 milliards d'euros.

Il n'y a nul besoin de travailler plus longtemps, sauf pour remplir toujours plus les poches des patrons et des actionnaires.

Les cheminots touchés de plein fouet !

- **Tous les points du projet de réforme du gouvernement touchent les cheminots au même titre que tous les salariés du pays. Pas un seul point n'épargne les régimes spéciaux.**
- **Passage progressif entre 2020 et 2035 à 43 années de cotisations** pour toucher la retraite à taux plein. (pour rappel, il fallait cotiser 37,5 annuités avant la réforme de 2007, puis 40 annuités avant la réforme de 2010, puis 41,5 annuités avant cette réforme voulue par Hollande, par Ayrault, par la CFDT).
- **Augmentation progressive entre 2014 et 2017 des cotisations salariales de 0,3 %**, ce qui revient à baisser le pouvoir d'achat. Le salaire net de tous les salariés de France diminuera de fait.
- **Un cheminot qui voudra partir dès l'ouverture de ses droits à la retraite (57 ans à partir de 2022) voit sa pension fortement amputée.** Elle avait chuté de 20 % avec les 2 réformes de Sarkozy, et elle chutera de 5 % supplémentaire avec la réforme prévue par le gouvernement, soit ¼ de la pension perdue avec ces réformes successives.

Des pensions de plus en plus petites, un âge de départ en retraite de plus en plus lointain, et pourtant, l'espérance de vie en bonne santé a diminué en France.

Depuis 1997, SUD-Rail revendique une réintégration totale !

Nous revendiquons la réintégration complète de la gestion de l'infrastructure dans la SNCF, sous forme d'une direction de l'Infra dans un seul EPIC SNCF. Cette solution, la plus juste en termes d'efficacité organisationnelle, sociale, économique, est compatible avec les directives européennes qui n'impose qu'une simple séparation comptable entre gestionnaire d'infrastructure (GI) et entreprise ferroviaire (EF) avec des comptes de bilans distincts, mais en aucun cas une séparation organique.

Une réforme du ferroviaire construite sur des mensonges et uniquement pensée pour faire du pognon sur le dos des cheminots et des usagers !

LE PROJET DE RÉFORME DU GOUVERNEMENT C'EST :
**NOUS DÉCOUPER
EN MORCEAUX**



Union
syndicale
Solidaires

**Sud
Rail**

Eclatés dans 3 différentes entreprises !

50 000 cheminots de l'Infra (*Agents de l'Équipement*) et de la DCF (*Direction des Circulations Ferroviaires*) actuellement à la SNCF seraient transférés au GI (*Gestionnaire d'Infrastructure*), pendant que les autres rejoindraient le transporteur et l'épic mère ?!

La direction divise pour mieux régner et prépare la fin du statut !

Une volonté farouche de « privatiser » le système ferroviaire.

On nous rebat les oreilles avec la dette du ferroviaire, ceci dans l'unique but de justifier tous les mauvais coups contre les cheminots et le service public ferroviaire.

Pourtant, de tous temps, le ferroviaire n'a jamais été rentable, et comment en serait-il autrement quand on sait les sommes que représentent la construction de nouvelles lignes ferroviaires, l'entretien du réseau ou encore du l'achat du matériel.

Il convient de ne pas être dupe, le seul objectif de la « réforme » est de collectiviser les pertes (en laissant à la charge de l'Etat les coûts d'Infrastructure) et de privatiser les profits (en offrant cette manne à la concurrence et aux actionnaires) ; ils n'ont rien inventé, c'est ce qu'ils ont mis en œuvre au niveau des autoroutes par exemple.

Statut et RH 0077 menacés, pour financer la réforme

D'un côté :

150 000 cheminots au Statut + 50 000 cheminots pas au Statut
= **200 000 cheminots régis par le RH 0077**

De l'autre :

4 000 salariés dans les entreprises ferroviaires privées.

Et on va nous faire croire que la seule solution possible est d'aligner la réglementation des 200 000 cheminots sur celle des 4 000 salariés du privé ???
Pourquoi l'inverse serait-il impossible ???

Et le fait que ce soit Pepy (*pourtant patron des 200 000 cheminots*) qui monte au créneau pour marteler ce discours démontre d'autant plus que nous sommes victimes d'une véritable escroquerie intellectuelle ! **L'unique but est de gagner encore en productivité sur le dos des cheminots pour financer leur cheminopoly !** Ils ne s'en cachent même pas .

Ne les laissons pas faire, mobilisons nous.



**GAGNER ICI
C'EST GAGNER POUR TOUS**



Alors que la direction cherche à déployer progressivement dans les régions l'EAS (Equipement à Agent Seul) ou l'ANS (Accompagnement Non Systématique) qui revient à supprimer la présence du contrôleur systématique sur chaque train, la résistance s'organise. La direction est mise en échec depuis 2 ans et ½ sur Lyon, elle vient de subir un échec cuisant en Lorraine.

L'EAS recalé en Lorraine !!!

La SNCF avait proposé au Conseil Régional de Lorraine (comme elle le propose dorénavant partout) de déployer l'ANS à partir de décembre 2013. Inadmissible pour les cheminot-es de Lorraine. Alors que tout était presque ficelé, de multiples initiatives ont été lancées sur la région : interpellations publiques des politiques et du Conseil Régional, boycott des badges TER par les ASCT de la région, marche symbolique médiatisée jusque devant le Conseil Régional.



Dépôt d'une gerbe devant le Conseil Régional de Lorraine, symbolisant la mort du service public !

Toutes ces initiatives et la pression imposée ont fait reculer le Conseil Régional qui a demandé à la direction SNCF de renoncer au déploiement de l'ANS. Ce recul est une bonne nouvelle pour l'emploi, pour la sûreté des cheminot-es et des usager-es, pour le service à bord et la sécurité ferroviaire.

Cette victoire doit inciter les cheminot-es à se mobiliser dans les régions où des tentatives de déploiement d'EAS-ANS ont lieu.

Quand on se défend on gagne, et quand on se défend ensemble, on gagne encore plus...

